



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 22 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIRPI

rue Robert Ancel
CS 90133
76700 Harfleur

Références : 20230918_VI_GIRPI_detection_incendie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2023 dans l'établissement GIRPI implanté rue Robert Ancel CS 90133 76700 Harfleur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIRPI
- rue Robert Ancel CS 90133 76700 Harfleur
- Code AIOT : 0005801435
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIRPI, appartenant au groupe Aliaxis, est autorisée à transformer et stocker des polymères sur le territoire de la commune d'Harfleur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Détection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Centrale de détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(e)nt été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des détecteurs incendie	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.8.5	/	Sans objet
2	Contrôle des détecteurs incendie	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.8.5	/	Sans objet
4	Report d'alarme et appel des secours	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.8.5	/	Sans objet
5	Contrôle annuel sprinklage	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.8.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale de l'inspection sur la vérification des systèmes de détection d'incendie des installations classées pour la protection de l'environnement. Il a été constaté que l'exploitant avait à sa disposition un plan de localisation conforme des détecteurs incendie, les rapports des contrôles réalisés sur ces détecteurs et une organisation d'appel des secours en cas d'alerte incendie.

Une non-conformité a pour autant été constatée concernant la disponibilité d'un des détecteurs qui est depuis quelques années, en permanence hors service. Des éléments sont à transmettre sur ce point par l'exploitant dans un délai d'un mois à partir de la notification du rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit être équipé de détecteurs d'incendie dans les zones à risques d'incendie (locaux des transformateurs, local de sprinklage, bâtiment de stockage de colle « picking colle »,...), à l'exception des zones couvertes par les têtes de sprinklages (dans la mesure où lorsque le dispositif de sprinklage est activé, il transmet l'information à la centrale d'alarme). L'exploitant dispose d'un dispositif de sprinklage dont les têtes laissent passer l'eau sous pression à une température prédéterminée.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés ou utilisés. La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de positionnement des équipements associés à la sécurité incendie du site, dont les détecteurs d'incendie et la centrale font partie. Les détecteurs d'incendie sont au nombre de douze : onze détecteurs optiques et un détecteur infrarouge.</p> <p>Conformément à ce qui est prescrit dans l'arrêté préfectoral, des détecteurs sont présents dans les deux locaux des transformateurs et dans le local de sprinklage. La visite sur le terrain a permis de constater la présence de l'ensemble des détecteurs d'incendie aux emplacements indiqués sur le plan de l'exploitant.</p> <p>Dans le bâtiment de stockage de colle « picking colle », un détecteur flamme est présent, mais est actuellement hors service, car le détecteur se déclenche de manière intempestive (voir point de constat n°3). Les colles sont stockées dans des structures métalliques et sont couvertes par des</p>

têtes de sprinkages sur toute la zone. L'exploitant n'a donc pas l'obligation réglementaire de disposer d'un détecteur supplémentaire sur la zone. Pour autant, s'il dispose d'un détecteur d'incendie, celui-ci doit être présent sur le plan et en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinés à maintenir leur efficacité dans le temps. Les installations sont mises en sécurité selon l'importance du sinistre et les possibilités d'accès, notamment aux postes de préparation des bases et des mélanges et aux ateliers d'injection, par coupure d'alimentation électrique et pneumatique des machines.</p> [...]
Constats : L'exploitant a présenté les deux derniers comptes-rendus de vérification du système de sécurité incendie réalisé par une société de contrôle extérieure. Les contrôles ont été effectués le 7 mars 2023 et le 11 novembre 2023. La fréquence de vérification annuelle est respectée. Les rapports concernent l'ensemble des détecteurs et équipements liés à la sécurité incendie. Dans le rapport du 7 mars 2023, le prestataire a fourni la liste de tous les équipements qui ont été vérifiés. Un dérangement sur un détecteur ainsi que deux détecteurs hors service ont été constatés. Le dérangement concerne un détecteur gaz, dont l'exploitant indique avoir réalisé la commande des pièces et est en attente de la date d'intervention pour le changer ; le dérangement était encore présent dans le rapport du 11 novembre 2023 et sur la centrale d'alarme le jour de l'inspection. L'un des détecteurs hors service a été remplacé le 10 mars 2023. Le second capteur hors service correspond au capteur de détection flamme (voir constat n°3). Dans le rapport du 11 novembre 2023, un nouveau capteur était hors service, en plus du détecteur gaz en dérangement et du détecteur flamme hors service qui avaient été constatés lors du dernier contrôle de mars 2023. L'exploitant a indiqué se charger de la mise en conformité de ce détecteur. Toujours dans le rapport du 11 novembre 2023, la liste des capteurs vérifiés n'a pas été donnée par l'organisme de contrôle, seulement la liste des anomalies ou défaillances repérées.
Observation : L'exploitant s'assure que l'organisme de contrôle lui fournisse les éléments nécessaires permettant de vérifier quels ont été les capteurs vérifiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Centrale de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Lors de la visite sur le terrain, il a été constaté que la centrale était bien sous tension, mais le voyant « hors service » était allumé, et le voyant « hors service système » n'était pas allumé. La centrale était en service, mais deux détecteurs étaient hors service. De même, le voyant « défaillant » était également allumé, du fait de la défaillance d'un des capteurs. Ces constats sont co-

hérents avec les constats effectués par le bureau de contrôle des systèmes de détection incendie le 11 septembre 2023.

L'un des détecteurs hors service est le détecteur flamme qui a un fonctionnement anormal depuis l'installation de la nouvelle centrale, soit depuis environ quatre ans d'après l'exploitant. L'exploitant a indiqué avoir tenté de remplacer le détecteur flamme par plusieurs modèles de détecteurs flamme différents, or les déclenchements intempestifs subsistent. Au vu de l'indisponibilité particulièrement longue du détecteur, et de la présence d'un voyant « hors service » continuellement présent sur la centrale, empêchant le repérage rapide d'un nouveau capteur hors service du système de détection incendie sur le site, ce constat est non-conforme.

Dans un délai d'un mois à partir de la notification du rapport d'inspection à l'exploitant, l'exploitant fournit un échéancier des actions mises en place pour corriger le fait que la centrale d'alarme ait le voyant « hors service » en permanence allumé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Report d'alarme et appel des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.8.5

Thème(s) : Risques accidentels, Report d'alarme

Prescription contrôlée :

Article 8.8.5 :

Les sprinklers activés sont reliés à une centrale d'alarme qui :

- localise l'incendie ;
- déclenche le système d'alarme sonore cité à l'article 8.8.10 du présent arrêté ;
- déclenche le cas échéant la fermeture des portes périphériques à seuil automatique du bâtiment principal d'exploitation ;
- déclenche la fermeture des vannes de sectionnement des réseaux de gaz (gaz de ville,...) ;
- en période non travaillée, reporte l'alarme à une société de gardiennage, de manière à pouvoir donner l'alerte aux sapeurs pompiers et à l'encadrement de la société.

Article 8.7.1 :

L'exploitant constitue une consigne, régulièrement mise à jour, définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle ou d'incendie et déterminant les mesures de sauvegarde à prendre pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, en particulier :

[...]

- la fermeture immédiate des portes périphériques à seuil du bâtiment principal d'exploitation dans le cas où celles-ci sont à manœuvre manuelle ;

[...]

Constats :

Il a été constaté sur le terrain que la centrale d'alarme localise les zones qui sont visées par le déclenchement d'un détecteur d'incendie.

Il y a en permanence du personnel sur le site lors des jours en semaine (du lundi au vendredi, nuit comprise), dont 10 à 25 personnes qui sont formées au risque incendie. Ces personnes disposent d'un dispositif portatif sur eux qui s'alarme en cas de déclenchement d'un des détecteurs sur le site, en indiquant la zone concernée par le déclenchement. Les personnes formées au risque incendie vont sur la zone pour constater les faits, s'il n'y a pas de nécessité de déclencher l'alarme généralisée du site, l'alarme est désactivée, sinon elle est déclenchée. Si l'alarme généralisée n'est pas déclenchée ou annulée par une personne formée au risque incendie du site dans les 5 minutes suivant la première détection, alors elle est déclenchée automatiquement avec un appel automatique des pompiers du SDIS 76.

L'exploitant a indiqué qu'en cas de déclenchement de l'alarme, les portes périphériques à seuil sont fermées manuellement par les personnes formées au risque incendie. Deux portes périphériques à seuil ont été vues par sondage sur les entrées du bâtiment principal d'exploitation.

D'après le plan présenté par l'exploitant, une électrovanne sur le réseau de gaz de ville est pré-

<p>sente au niveau de l'entrée du site. L'exploitant a indiqué qu'elle était automatiquement fermée en cas de déclenchement de l'alarme, via la centrale.</p> <p>Le week-end, l'exploitant a indiqué avoir recours à une société de gardiennage qui intervient en cas de constat d'une anomalie, en se déplaçant et si besoin en contactant l'astreinte du site GIRPI ainsi que les pompiers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle annuel du sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. Il est vérifié au moins une fois par an par un organisme qualifié. Le groupe-moto pompe est vérifié périodiquement, selon une fréquence définie par l'exploitant. Ces vérifications sont consignées sur un registre tenu à jour et mis à disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de maintenance du groupe moto-pompe (permettant de tester par la même occasion le fonctionnement des sprinkleurs) en date du 30 janvier 2023. Le rapport indiquait que la dernière visite datait du 8 décembre 2021, soit un peu plus d'un an avant le dernier contrôle. L'exploitant a indiqué que le contrôle de 2022 a été décalé à début 2023, mais que ce contrôle correspondait au contrôle de l'année 2022.</p>
Observation : Il est rappelé à l'exploitant que les contrôles des systèmes d'extinction automatique incendie doivent être contrôlés au moins une fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet